Engagement civique des électeurs au seuil de l'âge adulte en région parisienne

Young adult voters' civic engagement in the Paris region

LaRue Allen, Juliette Berg et Hee Jin Bang

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ree/6545>

DOI : 10.4000/ree.6545

ISSN : 1954-3077

Éditeur

Université de Nantes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2016

Référence électronique

LaRue Allen, Juliette Berg et Hee Jin Bang, « Engagement civique des électeurs au seuil de l'âge adulte en région parisienne », *Recherches en éducation* [En ligne], 26 | 2016, mis en ligne le 01 juin 2016, consulté le 12 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ree/6545> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ree.6545>

Recherches en éducation est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Engagement civique des électeurs au seuil de l'âge adulte en région parisienne

LaRue Allen, Juliette Berg & Hee Jin Bang¹

Résumé

Pour favoriser la participation des jeunes à la vie civique, il nous faut comprendre les facteurs individuels et contextuels qui déterminent leur engagement dans les domaines civique et politique. Cette étude illustre les rapports entre les caractéristiques personnelles des jeunes, le contexte proximal et national dans lequel ils évoluent et leur participation à la vie politique. L'article, qui utilise les données extraites d'une enquête effectuée auprès de 632 élèves de quatre lycées à forte diversité ethnique de la région parisienne, se fonde essentiellement sur celles provenant des 245 participants en âge de voter. Nous y examinons les facteurs relevant du contexte individuel, proximal et national susceptible d'influencer l'engagement des jeunes en utilisant trois indices de participation politique et civique : l'engagement dans des activités politiques, la participation à des mouvements sociaux et la participation non conventionnelle. Il ressort des résultats que les jeunes qui possèdent de plus grandes connaissances dans le domaine politique ont plus de chances de participer à des activités politiques conventionnelles. Les variations dans deux des trois indices s'expliquent aussi par le genre et l'appartenance ethnique. Le rapport étroit révélé entre les contextes de l'école et des pairs et chaque type d'engagement souligne l'importance de l'éducation civique, de l'efficacité collective à l'école et d'un climat de classe ouvert favorisant la discussion dans la promotion de la participation politique des jeunes adultes.

La participation civique est essentielle à l'instauration et à la perpétuation d'une démocratie solide. Beaucoup déplorent la désaffection des adolescents et des jeunes adultes vis-à-vis des processus politiques traditionnels (par exemple Putnam, 2000). D'autres relèvent cependant que la participation des jeunes n'a pas « disparu », mais que sa forme a évolué : moins d'engagement dans des événements traditionnels comme la participation aux élections, mais plus de bénévolat ou de participation à des manifestations de rue où ils expriment leur insatisfaction envers les acteurs politiques d'aujourd'hui (Cammaerts, Bruter, Ganaji, Harrison & Anstead, 2013). Clairement, la définition de l'engagement (c'est-à-dire, le mode ou la méthode de participation), est au cœur de ce désaccord paradigmatique.

Nous examinons dans cet article, trois types d'engagement civique différents pour mieux saisir la manière dont les jeunes d'aujourd'hui manifestent leur intérêt pour la politique. Ce que nous appelons *Participation à des activités politiques*, consiste en une participation à des activités traditionnelles, par exemple, œuvrer en faveur d'un candidat politique ou se rendre aux urnes lors d'élections locales ou nationales. Nous appelons *Participation à des mouvements sociaux*, les activités du type bénévolat dans une association d'aide alimentaire et sociale visant à remédier à des problèmes avec d'autres. Enfin, nous regroupons les activités plus radicales comme les manifestations et mouvements de protestation sous le vocable de *Participation non conventionnelle* (Allen & Bang, 2015). Ce regroupement peut être particulièrement intéressant dans le contexte français, vu la tradition prononcée de mobilisation collective (Lannegrand-Willems, Sabatier & Brisset, 2012).

¹ LaRue Allen, professeur au département de psychologie appliquée, Steinhardt School of Culture, Education, and Human Development, New York University. Juliette Berg, associée postdoctorale à la recherche, Curry School of Education, University of Virginia. Hee Jin Bang, directrice de recherche, Amplify Education.

Nous adoptons pour l'examen des déterminants de ces trois dimensions de l'engagement civique, la perspective des systèmes écologiques (Bronfenbrenner, 1979). Le développement de tout individu parvenant à l'âge adulte est non seulement le résultat de ses caractéristiques personnelles, mais aussi de ses interactions avec les personnes et les entités de divers contextes écologiques proximaux (par exemple, famille, école, voisinage) et distaux (par exemple, pays, culture) au fil du temps. La question centrale est la suivante : quel rapport y a-t-il entre les interactions des jeunes avec des contextes comme la famille, les amis et même la culture du pays et les différentes manières qu'ils choisissent pour s'investir sur le plan civique et politique ?

Il est particulièrement important, si l'on veut inciter les jeunes à participer durablement à la vie civique, de mieux comprendre les facteurs qui influencent leur participation au moment où ils amorcent leur vie d'électeur et prennent leurs premières décisions d'ordre politique. Une meilleure compréhension des facteurs liés à la participation des jeunes adultes contribue aussi à notre conceptualisation de la constitution de l'identité, particulièrement celle de l'identité civique des jeunes à cet âge de transition (Flanagan & Levine, 2010). Il a été prouvé par exemple qu'une construction identitaire plus évoluée est liée à des comportements sociaux et civiques positifs chez l'adolescent (Crocetti, Jahromi & Meeus, 2012) comme chez le jeune au seuil de l'âge adulte (Padilla-Walker, Barry, Carroll, Madsen & Nelson, 2008), bien que la direction de la causalité nécessite une analyse plus poussée.

1. Caractéristiques du contexte individuel

Pour mieux comprendre qui s'investit dans la vie civique, le moment et la manière dont cela se produit, la recherche doit examiner les multiples déterminants possibles. Les caractéristiques démographiques comme le genre, la classe sociale ainsi que la race ou l'ethnicité constituent des facteurs importants à ce stade déterminant pour l'élaboration de comportements et d'idées civiques et politiques.

Au cours des dernières décennies, en Europe occidentale comme aux États-Unis, on a relevé une plus grande activité des hommes que des femmes sur le plan politique, qu'il s'agisse de voter, d'adhérer à un parti politique ou encore de s'engager dans l'activisme politique (Inglehart & Norris, 2003). En ce qui concerne les adolescents, on constate soit le contraire, soit qu'il n'existe aucune différence (Allen & Bang, sous presse). Dans une étude de l'IEA sur la participation civique des élèves des dernières classes du secondaire, il n'a été relevé de différences que dans 25% des seize pays comparés, toutes montrant une plus grande probabilité de vote chez les femmes que chez les hommes, et aucune différence entre hommes et femmes parmi les jeunes électeurs de l'Union européenne (Torney-Purta, Lehmann, Oswald & Schulz, 2001). Nous sommes donc curieuses de découvrir le rapport entre genre et comportement civique chez les jeunes Français au seuil de l'âge adulte.

Un rapport a invariablement été constaté entre la situation socio-économique (SSE) et la participation civique aux États-Unis (Flanagan & Levine, 2010) et en France (Muxel, 2010). Par exemple, les jeunes adultes diplômés de l'enseignement supérieur ont deux fois plus de chances de participer aux élections que ceux qui ont fait moins d'études (Esser & Vreese, 2007). La profession des parents, autre mesure de SSE, avait une incidence sur l'engagement civique des jeunes adultes dans un échantillon italien (Marzana, Marta & Pozzi, 2012). On sait peu de choses sur l'incidence de la race ou de l'ethnie sur l'engagement civique, bien que certaines données recueillies en Europe semblent indiquer que les groupes minoritaires participent moins. En France, les jeunes d'origine africaine ou maghrébine âgés de 15 à 24 ans sont aussi moins susceptibles d'être inscrits sur les listes électorales que leurs pairs d'origine française ou d'une autre origine, européenne ou non européenne (Tiberj, nd). De plus, les conclusions du projet *Processes Influencing Democratic Ownership and Participation* (PIDOP), qui a examiné l'engagement civique des jeunes, des minorités et des migrants dans neuf pays européens ont aussi révélé que ces groupes traditionnellement marginalisés pensaient qu'il leur manquait « les

compétences, le pouvoir et l'accès à l'information, aux ressources et aux opportunités » (p.26) pour avoir de l'influence en politique et qu'en outre, la plupart des formes de participation étaient inefficaces (Barrett, 2012). Le pourcentage élevé de populations juive et musulmane, qui dépasse de loin celui des autres pays de l'UE, occasionne en France une pression politique unique.

La conscience politique, caractéristique plus malléable des jeunes, constitue un facteur important pour comprendre l'élaboration de l'identité civique. Une recherche portant sur des individus en fin d'adolescence de plusieurs pays a révélé que l'intérêt politique, dimension de la conscience politique, était un facteur de prédiction significatif de la participation conventionnelle ou de la probabilité de voter (Amadeo et al., 2002).

2. Caractéristiques de la famille, des pairs et de l'école

Au-delà de leurs caractéristiques individuelles, les interactions des jeunes avec leur environnement immédiat, notamment famille, amis et école façonnent leur engagement civique. Par exemple, un rapport a été établi entre la fréquence des discussions politiques au sein de la famille et le comportement civique des jeunes (Marzana et al., 2012). Ces discussions donnent l'occasion aux parents de transmettre leurs connaissances et leurs convictions politiques et de faire passer le message qu'il est important de prendre part au monde dans lequel on vit. De même, un rapport a souvent été établi entre les discussions avec des pairs et l'engagement des jeunes (par exemple, Oswald & Schmid, 1998).

Les jeunes passent une bonne partie de leurs journées à l'école. L'un des premiers buts de l'éducation publique en France est d'élargir les occasions de développement des connaissances et des attitudes civiques chez les jeunes (Ruget, 2006). Une étude internationale concernant les jeunes au seuil de l'âge adulte (Amadeo et al., 2002) a révélé que, comme c'est le cas pour les adultes aux USA (Delli Caprini & Keeter, 1996), les connaissances civiques sont un bon prédicteur de participation.

La salle de classe donne aux jeunes la possibilité de dialoguer sur des sujets qui influencent leur développement civique et politique. Un rapport a été établi entre un climat de classe ouvert dans lequel la discussion des problèmes est tolérée et même encouragée, et certains aspects de participation politique conventionnels comme la probabilité de voter. (Amadeo et al., 2002). De même, un rapport a été établi entre l'acquisition d'un sentiment d'efficacité collective par la participation à un conseil d'école par exemple et l'intention de participer à des activités de mouvement social (Torney-Purta & Richardson, 2004) ainsi qu'à la probabilité d'exercer le droit de vote (Amadeo et al., 2002).

3. Le contexte national

Les attitudes et comportements des jeunes concernant l'engagement civique et politique sont également influencés par leur interaction avec le niveau politique national. Les théories des jeunes sur la démocratie qui se traduisent par leur confiance dans le gouvernement ainsi que dans leurs idées concernant les responsabilités des gouvernements envers leurs citoyens motivent largement leur décision sur la manière d'exprimer leurs idées civiques et politiques. La confiance dans les institutions publiques est un prédicteur significatif de l'intention de voter des jeunes ainsi que d'une participation plus active en écrivant par exemple des lettres ou en adhérant à un parti politique ainsi que d'investissement dans la communauté par des activités de bénévolat (Torney-Purta, Barber & Richardson, 2004).

Dans une démocratie, quelles sont, selon les jeunes, les responsabilités du gouvernement envers ses citoyens ? Une étude multinationale a révélé que les adolescents plus âgés avaient plus de chances que les plus jeunes, de convenir que le gouvernement doit être responsable des problèmes économiques (par exemple « garantir un emploi ») et sociaux (par exemple « fournir des soins de santé ») (Amadeo et al., 2002). En Europe de l'Ouest, la grande majorité des adultes (non moins de 90% d'entre eux) est disposée à vouloir augmenter l'obligation du gouvernement d'assurer le bien-être économique et social de ses citoyens (Kaase, Newton & Scarbrough, 1997). Il est important pour cette recherche de connaître le rapport entre cette valeur et l'engagement civique et politique des jeunes électeurs français.

4. Méthode

Un total de 632 élèves (âge moyen 16,6 ans, $SD=1,7$) de quatre lycées de la région parisienne de composition raciale/ethnique variée a répondu au questionnaire (84,4% complets). Nous nous intéressons dans cet article aux 245 élèves en âge de voter, car ils sont au moment d'amorcer leur vie d'électeur et cependant sont encore en construction de leur identité civique. Pour connaître les résultats d'une étude comparable axée sur l'autre partie de l'échantillon (les jeunes de 14 à 17 ans), on peut consulter Allen & Bang (2015). La ventilation démographique est représentée en annexe (tableau 1). Les enseignants des matières en rapport avec l'éducation civique (histoire, géographie et français) ont été invités par le proviseur de leur établissement à faire remplir le questionnaire par leurs classes. Les professeurs souhaitaient avant tout utiliser les sujets du questionnaire pour stimuler les discussions des thèmes du programme dans leurs classes. Les questionnaires ont été administrés pendant les cours. L'équipe de recherche a aidé sur demande, et participé aux discussions organisées ultérieurement en cours.

L'étude comportait un certain nombre de limitations. Nous ne prétendons pas que ses résultats sont représentatifs de tous les jeunes Français. La taille limitée de l'échantillon extrait de quatre lycées situés dans des quartiers populaires (trois dans la banlieue nord-est de Paris, un dans le nord de Paris), choisie pour des raisons de commodité, en limite la validité externe. Nous avons recherché pour ce sujet délicat, des écoles de grande diversité ethnique ou raciale qui accueilleraient favorablement notre recherche. Malgré les différences qui existent vraisemblablement entre ces écoles, la taille de l'échantillon ne nous permet pas d'examiner les différences entre les sous-groupes. Les données ont été recueillies à un seul moment, ce qui a empêché toute lecture causale. Les données longitudinales pourraient éclaircir la direction des associations. En outre, les enseignants et les parents auraient pu fournir des informations complémentaires sur les possibles influences contextuelles sur l'engagement civique des jeunes. Cela dit, cette étude constitue un premier examen de cette importante question qui sera, espérons-le, ultérieurement approfondie.

5. Mesures

L'enquête était composée de questions extraites de l'étude de l'IEA sur les connaissances, les attitudes et les comportements civiques (Torney-Purta et al., 2001) portant sur 28 pays, dont 10 situés en Europe de l'Ouest. Les échelles provenant de l'échantillon belge francophone avaient été abrégées en utilisant les guides psychométriques pour que les professeurs puissent administrer le questionnaire pendant la durée d'un seul cours.

Variables dépendantes

Les réponses aux trois variables dépendantes étaient notées sur une échelle à 4 points (1=certainement pas à 4=certainement). Les élèves ont répondu sur *L'engagement dans les activités politiques* (5 items, $\alpha=.66$), leur *Participation au mouvement social* (3 items, $\alpha=.76$), et leur *Participation non conventionnelle* (4 items; $\alpha=.78$).

Prédicteurs démographiques

Les prédicteurs démographiques étaient l'âge et le genre (0=fille, 1=garçon) des élèves, et leur statut socio-économique (SSE) mesuré par le nombre de livres possédés par leur famille. Ils ont également indiqué leur milieu culturel en sélectionnant l'un des choix suivants : européen, africain subsaharien, arabe/berbère, asiatique du sud, originaire d'un territoire administré par la France et autres.

Caractéristiques individuelles

La conscience politique provenait d'une échelle à 4 items (1=absolument pas d'accord à 4=absolument d'accord; $\alpha=.80$) évaluant l'acceptation par les élèves des éléments concernant leur conscience de la politique.

Connaissances et attitudes acquises dans les contextes proximaux

Apprentissage civique à l'école : une échelle composée de 8 items ($\alpha=.80$) interrogeait les élèves sur les idées civiques apprises à l'école. *Efficacité à l'école* : la perception par les élèves de l'efficacité de la participation collective avec d'autres élèves pour résoudre les problèmes à leur école était évaluée par 4 items ($\alpha=.72$). *Climat ouvert de classe* : l'appréciation par les élèves de l'ouverture de la classe à la discussion des problèmes politiques et sociaux était évaluée par 6 items ($\alpha=.82$). Les trois variables étaient notées sur une échelle à 4 points (1=absolument pas d'accord à 4=absolument d'accord). *Discussions avec la famille et les pairs* : les élèves ont indiqué la fréquence des conversations à caractère politique avec les adultes de la famille et séparément, avec des personnes de leur âge (1=jamais à 4=souvent).

Influence des contextes nationaux

Confiance dans les institutions publiques : les élèves ont indiqué par une échelle à 6 items leur niveau de confiance dans des institutions comme la police ou les partis politiques (1=jamais à 5=toujours; $\alpha=.81$). *Responsabilités du gouvernement envers les citoyens* : chacun des 12 items figurant sur l'échelle décrivait un avantage économique et social qu'un gouvernement peut apporter à ses citoyens (1=absolument pas à 4=absolument; $\alpha=.81$).

6. Résultats

Les statistiques descriptives sont représentées au tableau 1. L'utilisation de la régression linéaire hiérarchique nous a permis d'examiner certains groupes de prédicteurs qui, indépendamment de l'influence d'autres groupes de prédicteurs, expliquaient de manière significative une proportion de variances sur les résultats. Il a été effectué une régression des trois résultats sur cinq ensembles de variables. Le premier groupe comportait les variables démographiques. Le deuxième comportait la conscience politique. Le troisième comportait les variables décrivant les influences exercées par les contextes de l'école et de la famille. Le quatrième comportait des attitudes et comportements institutionnels plus distaux. Dans le dernier groupe, nous avons examiné les interactions entre le genre et les variables figurant dans les contextes proximaux et contextes nationaux. Les résultats des modèles de régression finaux sans interactions sont représentés en annexe (tableau 2), ainsi que le pourcentage de la variance (ΔR^2) expliqué par chaque groupe de variables.

Le modèle final expliquait 38% de la variance dans la *Participation aux activités politiques*. Les élèves plus âgés ont signalé moins de participation. Les élèves qui avaient une plus grande conscience politique, des discussions plus fréquentes sur la politique avec les pairs, une plus grande efficacité collective à résoudre les problèmes à l'école, et une plus grande confiance dans les institutions publiques ont déclaré une intention ou une détermination nettement plus forte de participer à des activités politiques. Il y avait, en outre, des écarts au niveau des genres dans l'efficacité à l'école et le climat de classe. Dans les cas d'efficacité collective plus faible et de climat de classe moins ouvert, les garçons étaient moins susceptibles que les filles de décider

de participer à des activités politiques (voir la figure 1 en annexe). Le facteur qui contribuait le plus à expliquer la variance du résultat était la conscience politique (24%) ; les variables de contexte proximal expliquaient aussi une proportion importante de la variance (12%).

Le modèle final expliquait 25% de la variance de la *Participation au mouvement social*. Les garçons étaient moins susceptibles que les filles de signaler une participation à des activités de mouvements civiques ou sociaux. Les élèves qui avaient un sentiment de plus grande efficacité collective pour résoudre les problèmes à l'école, avaient une plus grande confiance dans les institutions publiques, et croyaient fermement que le gouvernement avait des responsabilités sociales et économiques envers ses citoyens étaient moins susceptibles de participer à des mouvements civiques ou sociaux. Le genre expliquait les 12% de la variance attribués aux caractéristiques démographiques et les variables du contexte proximal, qui expliquaient 12% de la variance du résultat, étaient les prédicteurs les plus significatifs.

Le modèle final expliquait 14% de la variance de *Participation non traditionnelle*. En comparaison avec les élèves européens, les élèves arabes ou berbères et noirs indiquaient une plus faible probabilité de participer à des activités politiques non traditionnelles, ce qui expliquait la moitié de la variance. En outre, ceux qui discutaient fréquemment de politique avec les pairs et ressentaient une plus grande efficacité collective à résoudre les problèmes à l'école indiquaient une plus grande probabilité de se lancer dans de telles activités. L'inclusion de la conscience politique expliquait 4% de plus de la variance.

7. Discussion

Les variables explicatives expliquaient le mieux la variance de l'engagement dans les activités politiques et le moins bien celle de la participation non traditionnelle. Des études précédentes sont parvenues à des conclusions similaires de variance expliquée pour les trois résultats examinés ici (Allen & Bang, 2015 ; Hooghe & Stolle, 2004).

■ Conscience politique

Les connaissances politiques sont généralement l'une des variables explicatives les plus fortes de la participation aux élections (Torney-Purta et al., 2001). Des travaux de recherche antérieurs effectués en France et dans de nombreux autres pays (Allen & Bang, sous presse ; Amadeo et al., 2002) ont révélé que l'intérêt ou la conscience politique permettent fortement de prévoir un engagement dans des activités politiques. Les efforts visant à accroître les connaissances politiques des élèves aux États-Unis par des méthodes expérimentales ont effectivement augmenté la participation attendue à des activités conventionnelles et de mouvement social chez les élèves qui avaient débuté avec peu d'intérêt pour la politique (Beaumont et al., 2006). Les conclusions de l'étude actuelle sont conformes à celles de cette recherche antérieure. La conscience politique a prédit la variance des trois résultats, mais n'a permis de prédire l'engagement dans des activités politiques qu'après l'inclusion des variables de contexte proximal et national. Les connaissances politiques sont peut-être annonciatrices d'activités traditionnelles, mais d'autres influences du contexte proximal et national permettent de prévoir plus sûrement d'autres types d'engagement civique.

■ Influence des contextes proximaux

Les influences exercées par l'école et le monde extérieur sont importantes pour le développement de la socialisation politique (Torney-Purta et al., 2004). Dans le contexte scolaire, l'acquisition par les élèves d'un sens de l'efficacité collective par leur capacité d'influencer le cours des choses conjugué avec une culture participative, peut largement les inciter à participer à un mouvement social et à voter (Amadeo et al., 2002 ; Torney-Purta & Richardson, 2004). La responsabilité sociale incite également les jeunes à participer à des actes de résistance politique (Flanagan et al., 1998). L'étude actuelle a corroboré cette recherche effectuée en France sur les

jeunes en âge de voter. Le seul prédicteur lié de manière constante à une plus grande intention de participer à des activités conventionnelles, au mouvement social et à des activités non conventionnelles, était un sens plus aigu d'efficacité collective à occasionner des changements civiques à l'école. L'absence de valeur prédictive d'un climat de classe ouvert nous a surprises vu que la précédente recherche avait révélé un lien étroit entre le climat de la classe et l'engagement politique (Campbell, 2004 ; Torney-Purta, 2002). Il faudrait que des études ultérieures examinent s'il y a un effet cumulatif ou interactif, de manière à ce que la combinaison d'une plus grande efficacité et d'un climat plus ouvert précise mieux la probabilité des jeunes de s'engager dans divers types de comportement civique.

Les discussions avec les pairs ont aussi expliqué de manière appréciable la variance concernant à la fois l'engagement dans des activités politiques et des activités non conventionnelles. L'association positive entre les échanges avec des pairs sur la politique et l'actualité et l'engagement civique, se produit vraisemblablement à travers un processus dans lequel les pairs qui sont les plus susceptibles de discuter de politique se recrutent mutuellement pour s'engager dans des activités civiques (Klofstad, 2007). Cela est particulièrement vrai pour la participation non conventionnelle où les jeunes peuvent se lier d'amitié avec d'autres qui s'intéressent comme eux, aux activités non conventionnelles ou s'encourager mutuellement à participer à de telles activités. L'échange d'information est une autre explication possible de cette association (Klofstad, 2007).

■ **Prédicteurs démographiques**

Conformément à une théorie et recherche antérieures (Barrett, 2012 ; Tiberj, n.d.), les élèves arabes/berbères et ceux d'origine africaine étaient moins susceptibles de s'engager, mais cela, seulement dans les activités non conventionnelles. La participation à des manifestations et autres activités non conventionnelles est une caractéristique distinctive de la société française. Alors que les jeunes des minorités peuvent être également désireux de participer à des activités politiques et à celles pratiquées par les mouvements sociaux comme voter ou faire du bénévolat, ils peuvent ne pas avoir la même opinion des activités non conventionnelles. Ils pensent peut-être que des activités comme les manifestations pourraient conduire à des démêlés avec les autorités. Il se peut aussi que les manifestations et d'autres activités non conventionnelles ne cadrent pas avec leur culture ou pour d'autres raisons, ne fassent pas partie du développement culturel des jeunes issus de la minorité en France.

Les résultats, comparables à ceux des recherches antérieures, indiquaient des différences entre les genres au niveau de la participation aux élections dans certains pays européens (Torney-Purta et al., 2001), les garçons étant moins susceptibles d'indiquer l'intention de prendre part à des activités de mouvement social. En outre, alors que les enquêtes n'ont révélé aucune différence entre les genres dans l'intention ou l'engagement de prendre part aux activités politiques chez ceux qui connaissaient des climats de classe plus ouverts et une plus grande efficacité collective à l'école, les garçons qui fréquentaient des écoles où le climat de classe était moins ouvert et leur efficacité moins grande, étaient moins susceptibles que les filles de déclarer une intention de participer à ces activités. Il semblerait qu'un environnement scolaire dans lequel les élèves expriment leurs opinions moins fréquemment et où l'efficacité collective à susciter des changements n'est pas appréciée, décourage plus les garçons que les filles en ce qui concerne l'engagement civique conventionnel. On peut supposer que, plus à l'aise dans l'environnement scolaire (Way, Reddy & Rhodes, 2007) ou face à l'apprentissage scolaire en général (Cornwell, Mustard & Van Parys, 2013), les filles subissent relativement moins les effets néfastes d'un milieu où font défaut des appuis à une socialisation politique positive, pourtant si importants.

La variable nombre de livres à la maison était sans incidence significative sur les comportements civiques après avoir tenu compte des autres variables démographiques. S'il a été démontré que le statut socio-économique permet de prédire l'engagement politique et civique en France (Muxel, 2010), il est bien possible que d'autres variables démographiques soient plus fortement prédictives, ou que notre mesure soit moins efficace que d'autres, traditionnellement utilisées, comme le niveau d'études des parents.

■ **Influence du contexte national**

Les variables *confiance dans les institutions publiques* et *responsabilités du gouvernement vis-à-vis des citoyens* ont permis aussi de prédire l'adoption par les élèves de comportements civiques. La confiance peut encourager ou au contraire décourager l'engagement civique. Un excès de confiance risque de conduire à une complaisance des citoyens et au sentiment que le statu quo est acceptable alors qu'une confiance insuffisante risque de se solder par un plus grand cynisme chez les citoyens (Torney-Purta, 2002). La recherche indique un rapport positif modéré entre la confiance dans les institutions publiques, les activités politiques conventionnelles et la participation à la collectivité des lycéens (Torney-Purta et al., 2004). Conformément à cette recherche, une plus grande confiance dans les institutions publiques était associée à un plus grand engagement dans des activités politiques et une plus grande participation au mouvement social. De plus, la croyance que les institutions publiques ont des responsabilités envers leurs citoyens avait un rapport positif avec une plus grande participation au mouvement social.

Conclusion

En France et dans d'autres pays européens, la volonté des jeunes de s'engager dans des activités civiques et politiques est influencée par des discours réels et perçus qui risquent de stimuler ou au contraire de contrer le désir des jeunes de participer au processus politique (Cammaerts et al., 2013). Les facteurs individuels, tout comme les processus contextuels proximaux et plus distaux, sont susceptibles de façonner l'exposition et les perceptions des jeunes à ces discours politiques. Dans cette étude, l'effet combiné de facteurs individuels et contextuels a contribué à un engagement civique et politique variable des jeunes, quoique de manière différente selon le type d'activité politique. Notamment, les contextes de l'école et des pairs étaient constamment associés aux trois types de participation, même après prise en compte des différences individuelles. En outre, les élèves armés d'une plus grande conscience politique étaient plus susceptibles de s'engager dans des activités conventionnelles.

Les conclusions soulignent l'importance d'encourager l'éducation à la citoyenneté, à la participation collective et à une discussion ouverte à l'école. Un environnement plus ouvert et collectif peut aussi parer à l'éventualité de dissuader les garçons de participer à des comportements civiques conventionnels. L'éducation à la citoyenneté fait partie intégrante du programme scolaire en France. Cela dit, ce programme pourrait mieux préparer les jeunes aux réalités politiques du monde contemporain. L'école peut servir de catalyseur à des discussions ouvertes sur les responsabilités du gouvernement vis-à-vis de ses citoyens et au degré de confiance des élèves envers la capacité des institutions publiques de s'en acquitter. Dans la mesure où elles incitent à une plus grande confiance dans les pouvoirs publics, ces discussions ouvertes sont susceptibles de promouvoir un plus grand engagement dans une participation conventionnelle et au mouvement social par tous les élèves. L'école, qui peut favoriser la participation politique à travers le développement de la connaissance des structures politiques et inciter à la mobilisation sociale par des discussions ouvertes, se situe à l'intersection des mouvements sociaux et du changement électoral (McAdam & Tarrow, 2010). Enfin, les résultats de cette étude indiquent que l'intention de participer à des activités non conventionnelles est moins courante chez les jeunes d'origine africaine ou maghrébine. Vu que ces jeunes participent tout autant que ceux d'origine européenne à d'autres types d'activités civiques et politiques, une moindre participation à des activités non conventionnelles ne signale aucunement une participation plus faible au processus politique d'une manière plus générale. Les questions concernant les motifs de la plus faible participation aux activités non conventionnelles des jeunes africains et maghrébins et le lien ou non à une plus faible participation au processus politique à l'âge adulte, nécessite une étude plus poussée. En gros, les résultats soulignent l'importance déterminante des contextes multiples qui se chevauchent et de la perception de ces contextes par les jeunes comme critiques pour l'établissement de leur engagement civique et politique.

Remerciements

L'information sur les jeunes contenue dans cet article provient de notre recherche effectuée en collaboration avec des chefs d'établissements et des enseignants de la région parisienne, recherche financée par une subvention de la Johann Jacobs Foundation accordée à LaRue Allen. Nous remercions tous les participants de s'être approprié le projet et de nous avoir fait part de leurs connaissances et de leur expérience. Nous remercions aussi nos collègues qui ont facilité la participation au projet des enseignants et des classes intéressés.

Bibliographie

ALLEN L. & BANG H.J. (2015), « Ecological contexts and youth civic and political engagement in Paris, France », *Journal of applied developmental psychology*.

AMADEO J., TORNEY-PURTA J., LEHMANN R., HUSFELDT V. & NIKOLOVA R. (2002), *Civic knowledge and engagement among upper secondary students: Citizenship and education in sixteen countries*, Amsterdam, International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA).

BARRETT M. (avril 2012), « The PIDOP project: Achievements and recommendations », *Proceedings of The Surrey PIDOP Conference on Political and Civic Participation*, University of Surrey, Guildford, UK.

BEAUMONT E., COLBY A., EHRLICK E. & TORNEY-PURTA J. (2006), « Promoting political competence and engagement in college students: An empirical study », *Journal of political science education*, vol. 2, n°3, p.249-270.

BRONFENBRENNER U. (1979), « Contexts of child rearing: problems and prospects », *American psychologist*, vol. 34, n°10, p.844.

CAMMAERTS B., BRUTER M., BANAJI S., HARRISON S. & ANSTEAD N. (2014), « The myth of youth apathy: Young Europeans' critical attitudes toward democratic life », *American behavioral scientist*, published online.

CAMPBELL D.E. (2004), « Acts of faith: Churches and political engagement », *Political behavior*, vol. 26, n°2, p.155-180.

CORNWELL C., MUSTARD D.B. & VAN PARYS J. (2013), « Noncognitive skills and the gender disparities in test scores and teacher assessments: evidence from primary school », *Journal of human resources*, vol. 48, n°1, p.236-264.

CROCETTI E., JAHROMI P. & MEEUS W. (2012), « Identity and civic engagement in adolescence », *Journal of adolescence*, vol. 35, n°3, p.521-532.

DELLI-CAPRINI M.X. & KEETER S. (1996). *What Americans know about politics and why it matters*, New Haven, CT, Yale University Press.

ESSER F. & DE VREESE C. (2007), « Comparing young voters' political engagement in the United States and Europe », *American behavioral scientist*, vol. 50, n°9, p.1195-1213.

FLANAGAN C., BOWES J.M., JONSSON B., CSAPO B. & SHEBLANOVA E. (1998), «Ties that bind », *Journal of Social Issues*, vol. 54, p.457-475.

FLANAGAN C. & LEVINE P. (2010), « Civic engagement and the transition to adulthood », *The Future of children*, vol. 20, n°1, p.159-179.

HOOGHE M. & STOLLE D. (2004), « Youth, politics, and socialization », *Acta politica*, vol. 39, n°4, p.330-443.

INGLEHART R. & NORRIS P. (2003), *Rising tide: Gender equality and cultural change around the world*, Cambridge University Press.

KAASE M., NEWTON K. & SCARBROUGH E. (1997), « Beliefs in government », *Politics*, vol. 17, n°2, p.135-139.

KLOFSTAD C.A. (2007), « Talk leads to recruitment: How discussions about politics and current events increase civic participation », *Political research quarterly*, vol. 60, p.180-191.

LANNEGRAND-WILLEMS L., SABATIER C. & BRISSET C. (2012), « France », *Adolescent psychology around the world*, J.J. Arnett (dir.), New York, Psychology Press, p.257-272.

MARZANA D., MARTA E. & POZZI M. (2012), « Social action in young adults: Voluntary and political engagement », *Journal of adolescence*, vol. 35, n°3, p.497-507.

MCADAM D. & TARROW S. (2010), « Ballots and barricades: On the reciprocal relationship between elections and social movements », *Perspectives on Politics*, n°8, p.529-542.

MUXEL A. (2010), *Avoir 20 ans en politique: les enfants du désenchantement*, Paris, Seuil.

OSWALD H. & SCHMID C. (1998), « Political participation of young people in East Germany », *German politics*, vol. 7, n°3, p.147-164.

PADILLA-WALKER L., BARRY C., CARROLL J., MADSEN S. & NELSON L. (2008), « Looking on the bright side: The role of identity status and gender on positive orientations during emerging adulthood », *Journal of adolescence*, vol. 31, n°4, p.451-467.

PUTNAM R.D. (2000), *Bowling alone: The collapse and revival of American community*, New York, NY, Simon and Schuster.

RUGET V. (2006), « The renewal of civic education in France and in America: Comparative perspectives », *The social science journal*, vol. 43, n°1, p.19-34.

TIBERJ V. (nd), « Vers une citoyenneté plurielle ? Le rôle de l'origine ethnique dans l'intégration politique des 15-24 ans », Notes du CEVIPOF n°14,
En ligne http://www.cevipof.com/fichier/p_publication/482/publication_pdf_vt_ehnicit.pdf.

TORNEY-PURTA J., LEHMANN R., OSWALD H. & SCHULZ W. (2001), *Citizenship and education in twenty-eight countries: Civic knowledge and engagement at age fourteen*. IEA Secretariat, Herengracht 487, 1017 BT, Amsterdam, Pays-Bas.

TORNEY-PURTA J., BARBER H. & RICHARDSON W. (2004), « Trust in government-related institutions and political engagement among adolescents in six countries », *Acta politica*, vol. 39, n°4, p.380-406.

TORNEY-PURTA J. & RICHARDSON W. (2004), « Anticipated political engagement among adolescents in Australia, England, Norway, and the United States », *Citizenship and political education today*, J. Demaine (dir.), New York, NY, Palgrave Macmillan, p.41-58.

WAY N., REDDY R. & RHODES J. (2007), « Students' perceptions of school climate during the middle school years: associations with trajectories of psychological and behavioral adjustment », *American journal of community psychology*, vol. 40, n°3-4, p.194-213.

TORNEY-PURTA J. (2002), « Patterns in the civic knowledge, engagement, and attitudes of European adolescents: The IEA Civic Education Study », *European journal of education*, vol. 37, n°2, p.129-141.

Annexes

Tableau 1 - Statistiques descriptives des variables de l'étude

Variable	Fréquence (%) / Moyenne (ÉS)
Âge	Moyenne=18.78 (1.02) 18=125 (51.0%) 19=71 (29.0%) 20=33 (13.5%) 21=12 (4.9%) 22 = 1 (0.4%) 23 = 3 (1.2%)
Genre	Filles=158 (64.5%) Garçons=86 (35.1%)
Né en France	Oui=195 (79.6%) Non=49 (20.0%)
Ethnicité	Européen=155 (63.3%) Asiatique=21 (8.6%) Arabe/Berbère=40 (16.3%) Noir=29 (11.8%) Européen/double race= 65 (26.5%)
Nombre de livres à la maison	0= 5 (2.0%) 1-10=27 (11.0%) 11-50=77 (31.4%) 51-100=58 (23.7%) 101-200=35 (14.3%) 200+=42 (17.1%)
Conscience politique	2.56 (.65)
Apprentissage civique à l'école	2.84 (.52)
Discussions avec la famille	2.94 (.99)
Discussions avec les pairs	2.48 (.90)
Climat ouvert de classe	3.13 (.58)
Efficacité à l'école	3.08 (.52)
Responsabilité du gouvernement vis-à-vis des citoyens	3.39 (.36)
Confiance dans les institutions publiques	2.71 (.82)
Engagement à participer	2.38 (.49)
Participation au mouvement social	2.76 (.90)
Participation non conventionnelle	2.06 (.70)

Tableau 2 - Coefficients bêta standardisés

<i>Variables</i>	<i>Participation à des activités politiques (Ajustée $R^2=.38$)</i>	<i>Participation au mouvement social (Ajustée $R^2=.25$)</i>	<i>Participation non conventionnelle (Ajustée $R^2=.14$)</i>
Caractéristiques démographiques			
Genre de l'élève (1=Fille, 0=Garçon)	-.09	-.24***	.09
Livres à la maison	-.01	-.05	.04
Race/ethnicité de l'élève			
Arabe/Berbère (c. Européen)	.06	.05	-.18**
Noir (c. Européen)	.05	.12	-.23***
Asiatique (c. Européen)	-.06	.08	-.06
Double race européenne (c. Européen)	.07	.08	-.12
Âge du jeune	-.10*	.07	-.02
ΔR^2	.05	.12	.09
Caractéristiques personnelles			
Conscience politique	.30***	.00	.12
ΔR^2	.24	.03	.04
Contextes proximaux			
Apprentissage civique à l'école	.06	.07	-.07
Discussions avec la famille	.08	.14	.03
Discussions avec les pairs	.19***	-.11	.15*
Climat de classe	.01	.10	.04
Efficacité à l'école	.22***	.22***	.16*
ΔR^2	.12	.12	.05
Contextes nationaux			
Confiance dans les institutions publiques	.11*	.13*	-.11
Responsabilités des gouvernements vis-à-vis des citoyens	.07	.16**	.01
ΔR^2	.02	.04	.01
Final R^2	.42	.30	.19

Note de lecture : Les seuils de significativité sont les suivants : *** : 0,01 ; ** : 0,05 ; * : 0,10. La valeur R^2 est interprétée comme pourcentage de variance dans chacune des variables dépendantes collectivement expliqués par les prédicteurs significatifs

Figure 1 - Genre par interactions entre efficacité à l'école et climat de classe